



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Réponses européennes à la hausse des droits de douane des États-Unis

Question au Gouvernement n° 593

Texte de la question

RÉPONSES EUROPÉENNES À LA HAUSSE DES DROITS DE DOUANE DES ÉTATS-UNIS

Mme la présidente . La parole est à Mme Marina Ferrari.

Mme Marina Ferrari . Ma question s'adresse à Éric Lombard, ministre de l'économie et des finances.

Depuis ce matin, les droits de douane imposés par les États-Unis sont entrés en vigueur, provoquant de nouvelles secousses sur les marchés internationaux, y compris à la Bourse de Paris qui a ouvert en baisse à moins 2,78 %. L'application de droits supplémentaires sur les produits européens, faisant craindre un effet inflationniste, est accompagnée d'une mesure exorbitante de plus 104 % de droits de douane sur les produits chinois, ce qui crée non seulement un risque d'escalade mais également un fort risque déflationniste du fait du repli sur nos marchés des produits européens et asiatiques. Les observateurs économiques et les organisations professionnelles telles que le Medef craignent à présent une phase de récession. Le premier ministre anticipe une baisse de 0,5 point de PIB par rapport aux prévisions de croissance pour 2025.

Après la réunion du Conseil national de l'industrie hier, vous recevez cet après-midi les représentants des milieux économiques. Certains appellent à doper notre économie en réduisant drastiquement nos dépenses publiques, à défaut de pouvoir envisager un plan de soutien massif à l'économie. Nous attendons par ailleurs les contre-mesures commerciales de l'Union européenne portant sur un large éventail de produits américains. Alors que les États-Unis annoncent déjà préparer d'autres mesures d'augmentation des droits de douane, notamment sur les produits pharmaceutiques, il nous faut bien évidemment répondre de manière ciblée et proportionnée en évitant d'affaiblir certaines filières mais aussi en ne négligeant pas les services, secteur volontairement épargné pour le moment par le président Trump.

Pouvez-vous nous indiquer quelles pistes de réponses sont privilégiées par l'Union européenne ? Au niveau national, envisagez-vous de convoquer une conférence économique et sociale comme le demandent plusieurs organisations syndicales, puis de revenir vers la représentation nationale pour mettre en discussion des solutions visant à donner à notre économie des marges de manœuvre ?

M. Olivier Falorni . Très bonne idée !

Mme Marina Ferrari . Si, dans un langage que je qualifierai de fleuri, le président Trump rappelle qu'il sait ce qu'il fait, il ne fait plus de doute aujourd'hui, comme le dit l'économiste Éric Dor, qu'il a entamé une véritable opération d'asservissement de ses partenaires, allant même jusqu'à s'ingérer dans nos relations interentreprises... Notre pays, fidèle à ses valeurs, doit plus que jamais défendre une idée de la France et de l'Europe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur plusieurs bancs du groupe EPR.*)

M. Erwan Balanant . Excellent !

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

M. Éric Lombard, *ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique* . Je vous remercie de cette question qui va me permettre de compléter ce que je viens de dire à votre collègue Marie-Christine Dalloz. Tout d'abord, je souligne que nous serons en grande proximité non seulement avec les entreprises, mais aussi avec les associations et les syndicats représentatifs des salariés, à qui j'ai proposé de dialoguer sur les conséquences de ce qui est en train de se passer.

Je tiens à rappeler que dans un premier temps, les conséquences seront beaucoup moins importantes pour l'Union européenne que pour les États-Unis parce que l'inflation et la baisse de la croissance vont d'abord frapper les Américains. Cependant, le premier ministre l'a dit, il y aura un impact sur la croissance dans l'Union européenne, mais il sera assez modéré sur l'inflation selon l'interview du gouverneur de la Banque de France publiée aujourd'hui dans les colonnes d'un grand quotidien du soir.

Il faut apporter un soutien très attentif aux entreprises. Vous avez raison de rappeler que je les invite, avec l'ensemble des ministres de Bercy, cet après-midi à dialoguer pour les écouter et pour intégrer leurs remarques sur la façon dont, avec nos collègues de l'Union européenne, nous allons préparer la deuxième phase de la riposte – car pour pouvoir abaisser des droits de douane, il faut d'abord malheureusement prendre des mesures qui incitent les Américains à ouvrir des discussions avec nous. Je souhaite avoir l'avis des entrepreneurs sur les mesures qui seraient les moins nuisibles pour eux et qui éventuellement pourraient les aider parce que nous n'allons pas utiliser que les droits de douane.

Je peux vous assurer que nous sommes en contact régulier avec l'ensemble des acteurs de notre vie économique, que la riposte qui sera préparée avec l'Union européenne sera forte mais proportionnée, et que de façon très régulière, semaine après semaine s'il le faut, nous serons dans le dialogue pour accompagner l'ensemble de nos entreprises et pour traverser cette crise de façon à en sortir le mieux possible et surtout le plus vite possible. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Dem. – M. Jean-René Cazeneuve applaudit également.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marina Ferrari](#)

Circonscription : Savoie (1^{re} circonscription) - Les Démocrates

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 593

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 avril 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 10 avril 2025